



Choisir son master : le parcours du combattant ?



La course est déjà lancée. Les ouvertures des inscriptions en master ont débutées depuis ce printemps, et se prolongeront jusqu'en Septembre (selon les établissements). Les étudiants peuvent alors candidater dans la, ou les formations qu'ils désirent. Mais pour certains ce choix ne s'apparente pas à un long fleuve tranquille. En effet cela peut s'avérer être un moment où les étudiants s'interrogent, essayent de s'informer sur leurs futures formations. Or beaucoup de questions se laissent à poser notamment sur la pertinence du parcours, son niveau pédagogique, les débouchés qu'il offre... La question représente un enjeu d'autant plus important puisque le 19 Décembre 2016 les députés ont voté une nouvelle réforme impliquant une sélection dès l'entrée en master. Ce qui peut « inquiéter » certains étudiants, surtout que le master symbolise un enjeu de taille dans leurs parcours académiques.

Nous sommes partis à la rencontre de plusieurs d'entre eux, afin qu'ils puissent nous faire partager leurs expériences, leurs ressentis et leurs cheminements.

L'entretien avec ces étudiants englobent plusieurs aspects et enjeux concernant la formation en master. Chacun d'entre eux ont un parcours différents, mais le même son de cloche retentit dans leur discours notamment concernant l'importance du master dans le cursus scolaire. Benoît étudiant à l'Université Paris-Sorbonne nous dit, « Oui le master est très important, une licence ne suffit pas ». Sarah 23 ans quant à elle insiste sur l'aspect professionnel que le master peut apporter « le master permet de nous spécialiser dans nos études et nous prépare à l'entrée dans la vie active. ».

On remarque ici que le master s'apparente comme une opportunité pour l'étudiant, de mettre un premier pas dans la vie professionnelle, et ainsi se former d'un point de vue pratique (stages, alternances...).

Mais on sent également parfois que le choix d'un master reste pour ces étudiants un travail de longue haleine, surtout lorsque que le système universitaire est qualifié d'« absent » dans cette recherche. Amelle 22 ans, étudiante en première année de master dans l'école Sup de Pub nous confie avoir observé une certaine carence dans le système d'information universitaire. Elle nous dit, « Oui il y a une forme de carence surtout en dernière année de Licence, lorsqu'il a fallu choisir son orientation pour les Masters. La Fac organisait ses propres conférences de présentation pour les Masters et les débouchés "logiques" après une licence d'Histoire, mais pas vraiment d'informations concernant les autres choix possibles. ». Et elle n'est pas la seule. Sarah et Benoît se confrontent aux mêmes difficultés « On est laissé à l'abandon. En même temps c'est un peu le principe de la fac. On doit avoir une autonomie. Or moi qui suis en troisième année de licence, je considère que c'est la dernière année, celle où on doit censé être face choix des masters».

Il est vrai que lorsqu'on est étudiant en université, il faut savoir aller chercher l'information. C'est le principe d'indépendance que veut nous inculquer l'enseignement supérieur. Nos témoins le reconnaissent tous, comme Ba, 23 ans actuellement en première année de master en Management et Commerce International à l'Université de Créteil (UPEC), qui nous avoue avoir eu la chance de déjà savoir ce qu'il voulait faire « Pour ma part, je n'ai pas ressenti le besoin de parler de mon orientation. Je savais déjà où je voulais aller. ». Selon lui c'est à l'étudiant de faire ce travail de recherche. Pour autant il évoque un réel manque d'informations « Il est vrai qu'il y a un vrai manque de remontée de l'information auprès des étudiants, par un manque de gestion je dirais (plusieurs milliers d'élèves mais une administration pas adaptée par manque de moyens). Ce qui entraîne des frustrations des deux côtés de par le manque de communication et d'écoute. Mais nous ne sommes plus des enfants donc nous nous débrouillons seuls ».

Cependant il est bon de s'interroger sur ce point. Plus précisément savoir pourquoi les étudiants ont besoin de se faire guider dans leurs choix.

Hélène 21 ans, étudiante en Sciences Politiques à l'Université Panthéon Sorbonne, s'exprime sur ce besoin d'être épaulé, « pour moi c'est important. Si tu es en L3 et que tu ne sais pas ce qu'il y a comme master, leurs débouchés, leurs sélections... ça peut être handicapant ». Elle nous avoue également que des ateliers d'informations sont mis en place dans sa promotion. Pour autant cette dernière les juge trop vagues. Benoît quand à lui nous décrit les points qui devraient être approfondis lors de ce genre de réunion, « je sais qu'il y a des ateliers mis en place, mais on a pas l'impression d'être suivi. Je pense qu'il y a deux choses à prendre en considération, ce que l'on aime et ce que ce master peut nous apporter. On en arriverait à une conclusion claire et surtout faite avec l'aide de professionnel ».

On le voit au travers nos témoignages, avoir un avis extérieur, être conseillé et soutenu dans la construction de sa ligne professionnelle semble nécessaire pour nos étudiants. Être à la faculté ne devrait pas entièrement justifier le fait que les étudiants soient 'livrés à eux même'. Il faut respecter une certaine pédagogie.

Ce point semble d'autant plus important quand on observe des déceptions. A l'exemple de Sarah qui nous raconte sa déception suite à son choix de master, « Mon orientation s'est effectuée extrêmement tardivement, et dans la précipitation. Le choix final s'est révélé être le mauvais. Au cours du premier semestre, j'ai réalisé que cette voie ne me correspondait pas. ». Mais Sarah n'est pas la seule à s'être confronté à cette situation. Oumayma 21 ans, étudiante en Histoire, l'Université Paris Sorbonne nous confie aussi son désenchantement « après ma licence j'étais en master de recherche. Convaincue de mon choix, je me suis vite rendu compte qu'il ne me correspondait pas. ». Elle ajoute « les conseillères d'orientations nous présentent des choses qui ne reflètent pas la réalité de la formation. De plus je trouve qu'il y a pas assez de professionnalisation au sein des cursus universitaires, alors ce que c'est primordial ».

Pour autant les deux filles nous avouent que ce ne fut pas un échec pour elles. Elles ont pu réfléchir plus longuement à ce qu'elles allaient faire et ainsi trouver leurs nouvelles voies.

Le son de cloche n'était pas le même pour tout le monde. Nos témoins Ba et Amelle nous disent se plaire dans leurs masters, « mon Master me convient, les cours promis sont intéressants, les conférences également. ».

Au final on peut lire dans chacune de ces expériences un ressenti similaire. Le manque de communication, la carence au niveau de l'information, l'absence d'éléments qui mènent parfois certains d'entre eux à des déceptions dans leurs formations. Cela peut nous donner un indicateur concernant l'accompagnement des étudiants dans le supérieur, jugé faible, même si il est vrai que pour certains d'entre eux, rebondir a été un réflexe. Pour d'autres cette anémie se traduit par une inquiétude pour leurs futures orientations.

Ce sentiment ne risque peut être pas de s'arranger avec la loi concernant la réforme sur la sélection en master, et ce dès la première année. Nos étudiants voient d'un mauvais œil cette réforme, qui serait annonciatrice de complications.

Mais commençons par définir ce qu'est cette réforme. Votée le Lundi 19 Décembre 2016 la

nouvelle loi insufflée par le Ministère de l'Éducation, et mise en place à partir de la rentrée 2017, repose sur deux principaux piliers.

Le premier est de laisser les universités choisir l'entrée de leurs futurs étudiants en master. Cette sélection se baserait en théorie sur des épreuves écrites, l'examen des dossiers, ou des oraux soumis aux élèves. Le second point de cette réforme découle du premier, puisque les étudiants n'ayant trouvé aucune formation (aucunes universités ne les aillant pris), bénéficieront de ce que le gouvernement nomme « le droit à la poursuite d'étude ». Pour ce faire, une plateforme Internet a été installée depuis le mois de Janvier. Ainsi sur trouvertonmaster.gouv.fr, où sont recensées plus de 3000 masters, les étudiants n'ayant pas obtenu la formation désirée pourront saisir une demande via ce site qui sera prise en charge par le recteur de leur région académique. Trois propositions leurs seront présentées.

Quels sont les enjeux de cette réforme ? Selon le Ministère de l'Éducation ils sont nombreux.

L'ancienne ministre de l'éducation Najat Vallaud-Belkacem explique que cette réforme sera à l'origine d'une augmentation du taux de diplômés. Selon sa logique le droit à la poursuite d'étude représenterait une garantie de continuer son cursus scolaire. La Fage (premier syndicat étudiant) estimerait à plus de 10.000 les étudiants qui stoppent leurs études seulement après la première année de master. Ce qui nous amène à un autre enjeu pour cette nouvelle réforme : la suppression de la sélection en seconde année de master. Pratique jugée illégale par le Conseil d'État, la sélection entre la première et seconde année de master n'assurait pas la chance à l'étudiant de poursuivre son master. Or en décalant cette sélection à la première année, la garantie de terminer sa formation serait assurée.

Pour autant tout le monde n'adopte pas le point de vue du gouvernement. Plusieurs oppositions au projet se sont faites entendre.

En premier lieu le duel a retentit au sein de l'hémicycle de l'Assemblée Nationale. De nombreux députés du parti Républicains ont été hostiles à cette nouvelle réforme, plus particulièrement concernant le volet « du droit à la poursuite d'études » qu'ils voient plus comme un cadeau empoisonné, que comme une réelle opportunité pour l'étudiant. Ils qualifient même ce mécanisme de « système à double vitesse, avec d'un côté le bon master, et de l'autre le mauvais master ». Argument qui peut être défendu, puisque les étudiants qui se verront refuser la filière de leur choix devront surement accepter une autre formation par dépit. C'est d'ailleurs une des inquiétudes qui se lit dans les propos de nos étudiants interrogés. Certains essayent de nuancer, à l'image de Ba qui nous dit « Si cela peut aider les établissements à avoir les meilleurs élèves et donc monter dans le classement des grandes écoles c'est leur choix. Mais je trouve cela vicieux car l'université est ouverte à tout le monde que je sache et cela ne date pas d'hier. ». Mais pour d'autre la pilule ne passe pas. Amine en troisième année d'ingénierie mécanique à l'UPMC nous affirme ceci « les chances d'obtenir le master souhaité est plus faible. Ce qui peut limite pousser certaines personnes à mettre fin à leur cursus universitaire au niveau de licence, sois parce qu'aucun master ne leur est proposé, soit parce que le master qui leur est favorable ne répond pas à leurs attentes ou souhaits. ». Ou encore Hélène qui ajoute « c'est à l'État de faire ce qu'il faut pour présenter un nombre de places suffisant pour les étudiants. Ce n'est pas en limitant le nombre de place que la situation s'améliorera ».

Pour rétorquer à ces critiques Najat Vallaud-Belkacem a déclaré dans L'Echo « il n'y aura pas de bons et mauvais masters... seulement des masters de niches, et d'autres généralises ». Or cette vision n'est pas du tout en accord avec ce que représente un master pour un étudiant, c'est-à-dire une spécialisation de leurs cursus. C'est ce qui est ressortit dans le discours de nos témoins « Le choix du master représente la plus grande décision de cursus scolaire pour nous. Celui-ci présente un impact direct sur notre futur secteur d'activité professionnel. ».

La réforme apporte un autre facteur de risque. L'étudiant n'est pas à l'abri de se voir proposer un choix de formation dans un établissement autre que le sien, voire même dans une autre ville. Ce qui impliquerait la gestion d'un budget pour assurer à l'étudiant un bon déplacement. Or ces modalités restent encore à discuter.

La scission concernant cette réforme a également eu une résonance auprès d'autres acteurs. Les

membres de la CPU (Conférence des Présidents d'Universités) qualifient de « flou » le projet, notamment sur les critères de méritocratie. Sur quelles bases se feront les nouvelles sélections ? L'ancienne ministre de l'Éducation dit vouloir privilégier une sélection sur les « motivations, la cohérence du projet professionnel ». Or beaucoup des membres de la CPU ne partagent guère son avis. Pour eux la sélection devrait se faire sur les notes et l'examen du dossier de l'élève.

Des membres d'associations haussent également le ton. L'UNEF s'oppose à cette sélection. Le syndicat SupAutonome Fo évoque le problème qui se posera sur la réciprocité dans le processus d'inscription des étudiants étrangers.

Enfin un problème d'ordre technique s'ajoute aux inconvénients de cette réforme. En effet comment s'organiser le travail du recteur ? Pour l'instant on ne peut pas anticiper le nombre d'étudiants qui auront recours à ses services. Comment chaque candidature sera traitée, au cas par cas, ou de manière généralisée ?

Plusieurs questions qui légitiment l'inquiétude de ces acteurs de l'éducation, ainsi que celle de nos étudiants.

Cette nouvelle réforme qui se veut être salvatrice pour les étudiants n'a sûrement pas été examinée de manière plus approfondie par l'ancien gouvernement. S'apparentant à un syllogisme juridique incomplet, les solutions apportées par cette législation semblent ne pas prendre en considération plusieurs enjeux pour les étudiants. Et le risque de se retrouver dans une formation par défaut ou même de pas en avoir, paraît non négligeable. Nos témoins nous ont fait part de leurs points de vues, et on l'aura compris ces derniers ne sont pas vraiment ravis de cette nouvelle politique. Bien que tous ne soient pas concernés par cette sélection, étant déjà en master, cela n'a pas empêché d'en faire ressortir une sorte de conscience collective des étudiants.

Il est vrai que ce problème de la sélection en première année de master se pose plus pour les universités que pour les écoles, celles-ci ayant déjà leurs propres critères de sélections.

Mais au final cette nouvelle législation ne fait que révéler un problème au sein des universités, qui est la qualité de l'information. Bien que grand et autonome, l'étudiant se construit pendant son parcours, et il semble tout de même essentiel que la qualité des informations concernant les voies à suivre soit améliorée à son égard.

Pour cette rentrée 2017, les étudiants espèrent que la réforme ne les handicapera pas, et qu'ainsi la recherche de leurs masters ne s'apparente pas à un parcours du combattant.

Ferial LATRECHE

Crédit photo : Elsa Goudenege